

31^{ème} réunion du Conseil de Coordination du Programme de l'ONUSIDA (CCP)

Genève, Suisse 11-13 décembre 2012

Que s'est-il passé?

Des thèmes allant de la participation de la société civile, à l'investissement dans la lutte contre au VIH en passant par les questions genre et la non discrimination ont animé l'ordre du jour de la [31^{ème} réunion du Conseil](#). D'importantes discussions se sont déroulées concernant l'agenda post 2015, avec un engagement plus important de l'ONUSIDA dans le dialogue mondial.

Le rôle de la Délégation des ONG et sa valeur au sein du CCP furent directs et centrés durant cette réunion passant en revue de façon exhaustive son évolution sur les cinq dernières années. Malgré le désaccord de quelques Etats membres conservateurs avec les interventions et propositions des points de décisions, la majorité des Etats membres ont soutenu l'importante contribution du CCP, le succès de ses travaux et son rôle de défenseur.

Lors de cette réunion du Conseil, la Délégation a clairement démontré la valeur de la société civile: sur la question Genre par exemple, elle a ajouté la voix des « femmes des populations clés » ainsi que celle des « organisations des droits et de la santé des femmes ». Elle s'est également assurée que l'ONUSIDA notifie sa mise en œuvre des recommandations de l'examen à mi-parcours ; dans la rubrique de l'investissement stratégique, la Délégation a fait pression et a pu obtenir un rapport sur l'appui technique de l'ONUSIDA. En revanche, sa demande concernant la promotion de l'investissement dans les technologies de prévention et la reconnaissance explicite pour l'utilisation des technologies de prévention existantes, n'a pas été entendue.

Au cours des six prochains mois, la Délégation mettra l'accent sur le suivi des décisions du rapport des ONG de juin 2012 concernant la crise de financement du VIH, et l'agenda post 2015. Elle continuera par ailleurs à suivre le rapport de l'ONUSIDA sur le soutien technique et tentera de comprendre les liens de l'ONUSIDA avec le Fonds mondial et son nouveau mécanisme de financement. La Délégation est concernée par la perte potentielle des points de décision qui ont découlé des sessions thématiques du Conseil. En tant que lieu où des questions controversées peuvent être soulevées et discutées, il y a eu une pression pour diminuer l'influence des sessions sur les actions du Conseil en raison de la nature normative de certains thèmes. La Délégation continuera à clarifier cette question au sein du Bureau.

Les Observateurs des ONG qui ont participé et intervenu à cette réunion du Conseil ont constitué une partie essentielle pour rappeler le conseil de toutes les personnes impliquées dans leur travail.

La participation des Observateurs à cette réunion a renforcé le travail, la responsabilité et la reddition des comptes des délégués des ONG.

MERCI aux organisations et Observateurs de la société civile qui soutiennent la Délégation des ONG! Merci également à tous les partenaires de la société civile qui ont contribué aux appels de briefing préparatoire et soutenu l'évolution des sessions thématiques.

Les points de l'ordre du jour:

Rapport du Directeur Exécutif: [Progrès sans précédent, mais le SIDA n'est pas terminé](#)

Le rapport du Directeur exécutif (DE) a mis l'accent sur l'investissement et sur le SIDA dans l'agenda post 2015. La Délégation a fait pression au cours des années précédentes pour que l'ONUSIDA [assure un rôle de leadership fort en priorisant les objectifs avenir du VIH](#) et a accueilli la récente initiative de l'ONUSIDA pour s'engager dans l'examen des OMD en cours vu que la lutte mondiale contre le SIDA n'est visiblement plus une priorité à la fois en termes d'engagement politique et en tant que priorité pour les bailleurs de fonds. La Délégation approuve les propos du DE pour que la riposte au SIDA serve de test pour identifier ce qui est faisable dans le cadre d'une solidarité mondiale et d'une responsabilité partagée, et reconnaît que l'ONUSIDA et la communauté SIDA plus largement, ont besoin de plus de mobilisation pour faire avancer ce cas dans le cadre du post 2015.

Durant plusieurs mois, la Délégation a effectué le plaidoyer des résultats de la Commission mondiale sur le VIH et le Droit pour les intégrer dans le travail du CCP et était heureuse d'entendre le DE demander des indicateurs pour contrôler le progrès de la mise en œuvre des recommandations de la commission. La Délégation a également travaillé avec des ONG qui assurent les médicaments [pour souligner les barrières continues](#) qui entravent une réelle participation de la société civile avec les coparrainants de l'ONUSIDA ONUDC et l'hésitation de son DE à adopter la réduction des risques lors de sa déclaration à la journée mondiale pour le SIDA.

Les délégués ont [noté leur appréciation](#) quant à l'appel du DE pour plus de financement du Fonds des réseaux de la société civile Robert Carr en tant que mécanisme pour soutenir les programmes dédiés aux populations difficiles à atteindre et ont insisté sur le fait que ce fonds reste une nécessité. L'appel à la création et l'utilisation de la taxe de transaction financière a été oublié dans le discours. La Délégation des ONG continue à défendre cette taxe pour que l'ONUSIDA soit soutenue comme l'un des objectifs financiers durables.

La Délégation a également [exhorté l'ONUSIDA à accorder plus d'attention](#) à la lutte contre le VIH dans les pays à revenus moyens. Suite à l'initiative CrowdOutAIDS, la Délégation a demandé à l'ONUSIDA de traduire les recommandations en actions. Finalement, les délégués des ONG européennes ont accueilli la visite informative du Conseil en Ukraine et a salué la réponse claire et rapide de l'ONUSIDA et de la société civile concernant la loi de propagande anti-homosexuelle présentée au parlement Ukrainien juste avant la visite.

Leadership dans la lutte contre le SIDA

Richard Horton, le rédacteur en chef du Lancet, a présenté le lancement de la *Commission post 2015 du Lancet/ONUSIDA sur la fin du SIDA* exprimant que ce sera un outil pour véhiculer l'information sur les objectifs de développement et de santé post 2015 de l'ONU. La société civile voudra à la fois informer et contrôler la commission pour s'assurer de son intégration formelle dans le processus post 2015, ceci [inclut la représentation de la société civile](#) et le SIDA comme objectif important de ce nouveau cadre de travail.

Sensibilité Genre des ripostes au SIDA

Les discussions sur les questions genre ont été longues et laborieuses en raison des tentatives de certains Etats membres conservateurs de supprimer les points de décision visant une réponse aux inégalités genre, droits sexuels, et financement de réseaux des [femmes des populations clés](#). Au final, ces questions ont été traitées avec les points de décision appelant à une meilleure coordination et un financement accru, une réallocation des fonds, une mobilisation de ressources supplémentaires et la mise en œuvre de toutes les recommandations émanant de ce rapport.

Investissement stratégique (SIF)

Une fois de plus, concernant l'investissement stratégique, la Délégation a souligné l'importance d'une coordination et d'une approche basée sur les droits humains. Elle a demandé à l'ONUSIDA de jouer un rôle dans les dialogues entre les pays et d'entreprendre un plaidoyer stratégique pour assurer une large participation de toute la société civile, particulièrement les populations clés, dans les quatre étapes du processus d'investissement. Les [demandes clés de la Délégation](#) incluent une emphase plus importante sur la reconnaissance des facteurs critiques comme priorités de financement de premier rang et l'inclusion de la dimension genre dans ce cadre de travail, les rôles de la société civile et le rôle de la mobilisation de la communauté dans différents contextes. L'[intervention du réseau mondial des projets pour les professionnels du sexe](#) dans le programme du Cambodge où un nombre indéfini de professionnels du sexe sont détenus comme stratégie de prévention du VIH, souligne que la mise en œuvre de l'investissement stratégique doit à tout moment être un processus basé sur les droits.

Vu que l'investissement stratégique sera utilisé pour la mise en œuvre du nouveau mécanisme du Fonds mondial, la Délégation des ONG attendait de recevoir les résultats retardés de la consultation SIF d'octobre à Bangkok ; le rapport est [actuellement disponible sur notre site](#).

Prévention combinée: Suivi du segment thématique de la 30^{ème} réunion

La Délégation a [souligné la nécessité](#) de mettre en œuvre l'accès aux technologies de prévention existantes ayant fait leurs preuves, comme les préservatifs masculins et féminins, les lubrifiants, l'échange de seringues utilisées, le soutien de la recherche et l'accès aux nouvelles technologies de prévention, comme les microbicides et les vaccins. Cependant, la Délégation a insisté sur le fait que ni les programmes de changement comportemental ni un ensemble complet d'outils biomédicaux ne pourront mettre fin au SIDA si l'espoir d'un avenir de dignité, de respect des droits humains et d'opportunité n'existe pas.

Examen des ONG / Participation de la société civile dans le CCP

Le [dernier examen indépendant](#) de la délégation des ONG avec une participation plus large de la société civile au CCP a été présenté à la réunion du Conseil en juin 2007. Ce suivi de cinq ans [a démontré que l'inclusion de la société civile](#) est « un principe important et un atout de valeur » pour le CCP. Il a également montré comment la Délégation a contribué avec succès dans les cadres stratégiques, administratifs et dans la reddition des comptes au sein de l'ONUSIDA. La Délégation des ONG a [réaffirmé son rôle](#) de représenter différents groupes et son besoin de continuer à développer son travail de proximité, avec le soutien du dispositif de communication. Un appel a été réitéré dans les points de décision à l'attention de la Délégation des ONG et des Etats membres afin de renforcer leur collaboration pour impliquer les représentants de la société civile dans leurs délégations et consultations dans les réunions du Conseil.

Le Groupe de référence pour le suivi et l'évaluation (MERG)

La Délégation a [approuvé les nouvelles priorités du MERG](#) et leur intérêt pour la société civile et les populations les plus affectées. La Délégation a offert son appui aux missions du Groupe en cours concernant l'amélioration et le renforcement des indicateurs d'engagement de la société civile dans des partenariats avec le Groupe de travail sur l'évaluation des coparrainants. La Délégation a depuis été invitée à une réunion en Mars 2013 concernant la préparation du premier rapport sur les indicateurs du [Cadre unifié du Budget, des Résultats et des Responsabilités \(UBRAF\)](#). Les délégués désignés continueront à se concentrer sur l'importance de la collecte de données qui dépeignent très clairement comment l'ONUSIDA et ses coparrainants ont intégré la société civile dans leur travail pour réaliser les objectifs fixés dans le plan stratégique de l'ONUSIDA.

Segment thématique: Non-discrimination

Cette session thématique a offert l'opportunité [d'apprendre des ripostes mondiales](#) à la discrimination allant des solutions juridiques, jusqu'aux programmes pour les jeunes en passant par les campagnes de sensibilisation. A travers les exemples, il est clair que l'engagement de la communauté et un financement stable sont essentiels pour soutenir durablement des interventions de mise à niveau pour traiter et prévenir la discrimination. Avec un environnement conservateur accru, les portes paroles des gouvernements, les observateurs de la société civile et les membres du Groupe de référence de l'ONUSIDA sur le VIH et les droits humains ont fourni [les exemples les plus profonds et les plus passionnés](#).

Réunions parallèles

Deux publications ont été lancées lors de la réunion du Conseil: « [Prévention et traitement du VIH et autres infections sexuellement transmissibles pour les professionnels du sexe dans les pays moyens revenus](#) » de l'OMS, et « [Les femmes s'expriment : le rôle des femmes vivant avec le VIH dans la lutte mondiale contre le SIDA](#) ». Les délégués des ONG ont soutenu la création de *Women out loud* et se sont engagés à intégrer les préoccupations des femmes vivant avec le VIH dans l'UBRAF.

Rappel: Qu'est ce que le CCP?

Le Conseil de Coordination du Programme (CCP) est le Conseil d'administration de l'ONUSIDA. Il est constitué de 22 Etats Membres, 11 Coparrainants des Nations Unies qui composent le programme de l'ONUSIDA, et la Délégation des ONG (constituée d'un délégué et d'un suppléant de chacune des 5 régions). Visitez notre site internet : www.unaidspcbngo.org pour plus d'informations sur les présentations, les [points de décision](#) et les discussions. Si vous n'êtes pas déjà membre, [rejoignez notre liste de diffusion](#)